

Equal Measures 2030 Notre Rapport d'Impact

2022



Publié en janvier 2023

EQUAL
MEASURES
2030

LE RETOUR À LA NORMALE NE SUFFIT PAS



Aujourd'hui, aucun d'entre nous ne vit dans un pays qui a tenu toutes les promesses d'égalité prévues dans les Objectifs de développement durable (ODD) et la plupart des pays ne sont pas non plus en passe d'atteindre ces objectifs d'ici 2030. Comme le souligne le rapport Goalkeepers 2022, nous sommes à mi-chemin de cette échéance, et les progrès en matière d'égalité de genre restent lents, voire piétinant.

Les données de l'Indice EM2030 montrent que le monde n'atteindra pas l'égalité de genre avant au moins 2108, soit près d'un siècle plus tard que ce que nous avions espéré.

La pandémie a mis en lumière les lignes de fracture entre les genres qui entraînaient les progrès vers les ODD bien avant qu'elle n'éclate. Nous savons également, grâce à nos réseaux de partenaires, que la pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités entre les genres et a durement frappé les femmes et les filles, affectant leur éducation, leur droit à disposer de leur corps, leur sécurité et leur accès à un travail décent. Nos partenaires ont également fait part de leurs inquiétudes quant à des tendances plus générales qui se sont aggravées depuis la pandémie : le manque de représentation des femmes à des postes de direction (y compris dans les organes de décision

spécifiques à la COVID) et la montée des mouvements anti-droits et conservateurs.

Il est plus que jamais nécessaire de défendre les droits des femmes et des filles. Pourtant, nos partenaires ont également indiqué que les restrictions liées à la pandémie ont rendu encore plus difficile leur travail essentiel de plaidoyer et de campagne : annulation d'événements, d'ateliers et de réunions clés en présentiel, nécessité de surmonter les lacunes en matière d'accès au numérique, rétrécissement supplémentaire de l'espace dévolu à la société civile et difficultés liées au travail de plaidoyer en distanciel.

Tels sont les défis auxquels nous sommes confrontés. Alors, que font Equal Measures 2030 et nos organisations partenaires pour y remédier ?

Notre tout premier Rapport d'impact vise à montrer comment notre travail avec les organisations et réseaux féministes a transformé des vies grâce à un plaidoyer guidé par les données.

Et comment nos partenaires se sont engagés auprès des décideurs et décideuses politiques aux niveaux national, régional et mondial pour changer les lois, les budgets et les pratiques.



C'est ce qu'on appelle le « factivisme » : utiliser des données crédibles et actualisées pour dénoncer les inégalités et les injustices entre les genres, stimuler le changement et promouvoir la redevabilité.

À tous ceux qui participent à cette collaboration unique, je dis un grand merci.

Et à tous les autres, rejoignez-nous. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que les données soient utilisées pour générer des changements positifs pour les femmes et les filles du monde entier.

**Alison Holder, Directrice exécutive,
Equal Measures 2030**

Qui nous sommes

Equal Measures 2030 (EM2030) est une structure de collaboration mise en place en 2016 entre des dirigeants nationaux, régionaux et mondiaux de réseaux féministes, de la société civile, du développement international et du secteur privé.

Notre vision

Un monde juste, pacifique et durable, où toutes les filles et toutes les femmes ont un pouvoir, une voix, des chances égales à celles des hommes et des garçons, et exercent leurs droits, dans la logique des Objectifs de développement durable (ODD).

Notre mission

Nous établissons un lien entre les données et les éléments factuels, d'une part, et le plaidoyer et l'action en faveur de l'égalité de genre d'autre part, en conformité avec les ODD. Nous sommes convaincus que les données sont à même de révéler les inégalités et les injustices, de stimuler le changement et de promouvoir la redevabilité.



La LUTTE pour l'égalité des genres en 2022

Notre Indice du genre dans les ODD montre que

**plus de
50%
des pays**

du monde ont progressé dans la bonne direction en matière d'égalité de genre.

Cependant
**plus de
3 milliards
de filles et de femmes**

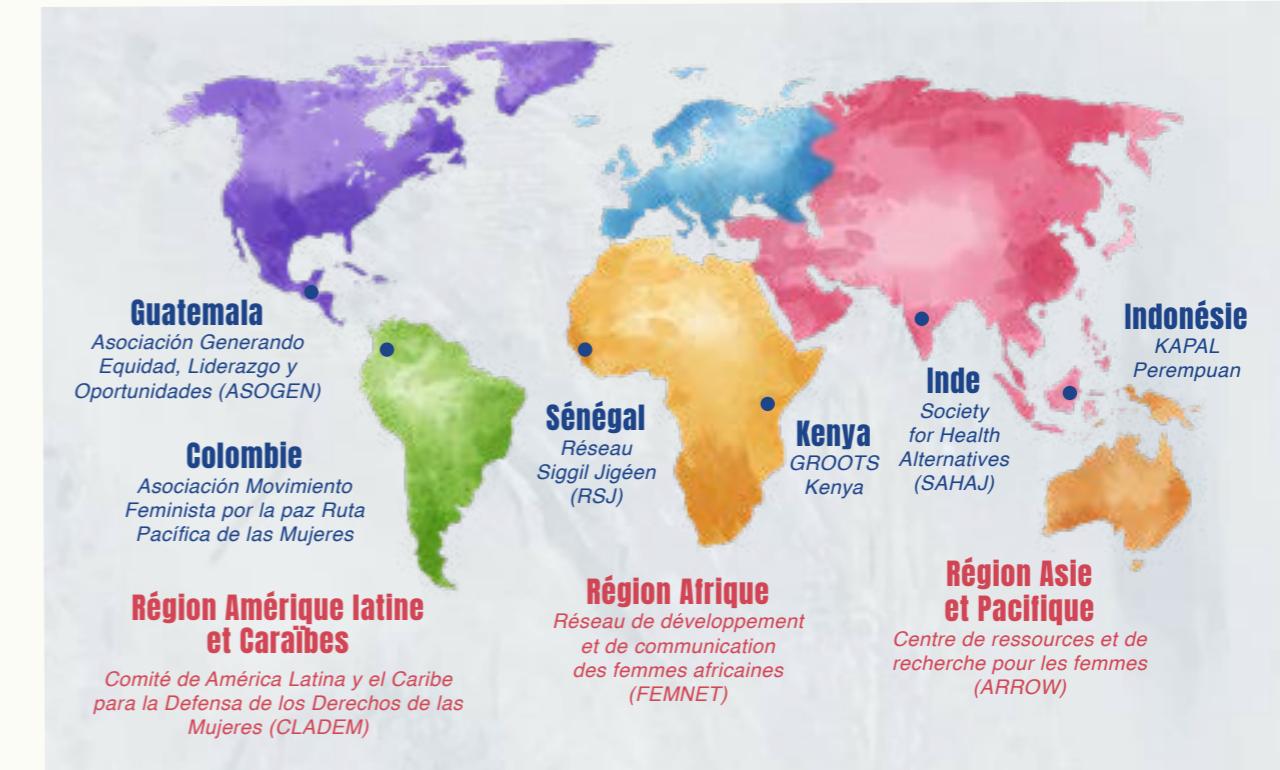
vivent encore dans des pays dont les scores de l'Indice sont « faibles » ou « très faibles » en matière d'égalité de genre globale.

**Moins de
25%
des pays**

font des « progrès rapides » vers l'égalité de genre ;

1/3 des pays
ne font « aucun progrès » ou avancent dans la « mauvaise direction ».

Les pays et régions actuellement ciblés par l'EM2030:



Réussir le CHANGEMENT

Nous veillons à ce que les défenseurs et défenseures des droits aient un meilleur accès aux données, aux analyses et aux outils permettant de suivre les progrès réalisés sur un large éventail de questions relatives à l'égalité de genre.

1 Nous avons publié l'Indice du genre dans les ODD – 2022, notre produit de données phare.

◆ Il s'agit de l'Indice mondial le plus complet disponible pour mesurer l'égalité de genre. Il donne une image globale des progrès (ou de l'absence de progrès) en matière d'égalité de genre dans 144 pays et sur 56 questions clés pour les femmes et les filles.

◆ Les données et les résultats de l'Indice ont influencé le débat sur l'égalité de genre dans le monde entier.
◆ L'Indice 2022 a déjà fait l'objet de plus de 180 articles de presse, touchant un public de près de 300 millions de personnes.
◆ Quatre visualisations de données personnalisées basées sur Tableau ont permis aux utilisateurs d'explorer et de manipuler les données de l'Indice par pays, région, ODD, question et autres critères.

◆ Notre Plateforme de données a attiré près de 80 000 visiteurs l'année dernière, le trafic ayant doublé par rapport à l'année précédente.

◆ L'Indice a fait l'objet d'un audit officiel par des experts mondiaux indépendants, qui ont constaté dans leur rapport que l'Indice était un outil rigoureux, transparent et crédible.

L'Indice est en passe de devenir un outil incontournable pour les défenseurs et défenseures, les leaders d'opinion et les décideurs et décideuses politiques du monde entier.

◆ Nous avons collaboré avec des leaders d'opinion mondiaux pour valoriser les données de l'Indice du genre dans les ODD 2022, notamment en tant que partenaire de données pour le rapport Goalkeepers 2022 de la Fondation Bill et Melinda Gates.

◆ SAHAJ (Inde) a contribué à s'assurer que les futurs décideurs et décideuses reçoivent une formation sur l'égalité de genre basée sur les données de l'Indice EM2030. En Inde, la Commission de la fonction publique de l'Union – l'organisme qui forme et examine les fonctionnaires du pays – a produit des vidéos de formation et de préparation à l'examen axées sur l'Indice, qui ont été visionnées à plus de 250 000 reprises.

◆ À la suite de l'implication de KAPAL Perempuan, l'Indice a été utilisé par

“Le monde n'atteindra pas l'égalité des genres avant au moins 2108 - trois générations plus tard que nous l'espérions”

Melinda French Gates, Coprésidente, Fondation Bill & Melinda Gates

2

l'Office national de la statistique (BPS) de l'Indonésie dans le cadre de son rapport global sur les progrès réalisés en matière d'ODD.

◆ La Ruta a utilisé l'Indice et d'autres données sur le genre pour prendre contact directement avec plus de 400 décideurs et décideuses politiques en Colombie, en particulier dans neuf régions du pays, et a suscité un niveau significatif d'adhésion et d'engagement au niveau local en faveur du suivi de l'égalité de genre en tant que pierre angulaire du processus de paix en cours.

3 EM2030, en collaboration avec ses partenaires, a utilisé des approches innovantes pour diffuser les données et les messages de l'Indice

◆ Nous avons lancé notre première série de podcasts, Do Women and Girls Count?, où figurent des militantes des droits des femmes de renommée mondiale, en anglais, français et espagnol.

◆ Notre campagne Are We There Yet, en 2021, a mis en avant un calculateur en ligne permettant aux gens de voir quel âge ils auront lorsque certains droits essentiels auront été obtenus.

◆ RSJ (Sénégal) a fait appel aux anciens élèves de sa formation au plaidoyer guidé par les données (PGD) pour mener des campagnes en ligne sur l'accès à la contraception et l'enseignement secondaire des filles, touchant plus de 50 000 personnes via Facebook et Twitter.

◆ GROOTS Kenya a mené une campagne sur les réseaux sociaux

à l'aide des données de l'Indice et du programme « Women Count », qui a généré 230 millions d'interactions et a permis à #SDGGenderIndex de se hisser au troisième rang des tendances au Kenya.

◆ Avec nos partenaires, nous avons réussi à faire publier les données de l'Indice dans des médias du monde entier, notamment dans Fortune, El País, Univision, Daily Maverick, Axios, ITV (Sénégal), El Espectador (Colombie) et Nation (Kenya), ainsi que dans des bulletins d'information spécialisés tels que The Bloom, qui compte 10 000 lecteurs parmi les leaders de l'impact social.

Nous organisons des formations sur le plaidoyer guidé par les données (PGD) et aidons les défenseurs et défenseures à renforcer leurs compétences en matière de données

«La compétence la plus utile développée est la capacité à concevoir rapidement des messages de plaidoyer basés sur des faits. Depuis la formation PGD, nous savons où trouver des données, comment les sélectionner et les utiliser pour communiquer en fonction de l'objectif de plaidoyer que nous avons défini.»

Participante à un atelier PGD, Valle de Cauca, Colombie



1

Les partenaires d'EM2030 ont animé plus de 50 ateliers de formation sur le PGD, qui ont touché près de 1 700 défenseurs et défenseuses dans plus de 20 pays depuis 2018.

- ◆ Les ateliers ont abordé les concepts et approches de base liés à l'utilisation des données et des éléments factuels pour le plaidoyer, et la façon de générer des messages pour atteindre et dialoguer avec des publics variés.

- ◆ Nos partenaires ont touché de nombreux groupes exclus avec leurs ateliers sur le PGD, notamment des jeunes (Sénégal, Inde), des défenseurs et défenseures LGBTQIA (Inde), des femmes autochtones, afro-colombiennes, jeunes, urbaines et rurales (Colombie), et des femmes noires, handicapées, lesbiennes, bisexuelles et trans (région Amérique latine et Caraïbes).

2

92 % des participants aux ateliers sur le PGD déclarent avoir acquis de nouvelles compétences ou appris de nouvelles informations au cours des séances de formation. On constate chez les participants une amélioration significative de leur confiance dans l'utilisation des données, et une poursuite de l'utilisation des compétences liées au PGD pour obtenir des améliorations concrètes dans la vie des femmes et des filles.



- ◆ Au Guatemala, le pourcentage de défenseurs et défenseuses qui se sentaient à l'aise dans l'utilisation des données est passé de 17 % (avant la formation) à 70 % (après la formation).

- ◆ Après leur atelier sur le PGD dirigé par RSJ (Sénégal), les jeunes défenseurs et défenseures ont utilisé leurs compétences pour travailler avec les décideurs et décideuses politiques nationaux et régionaux et formuler des recommandations à leur intention autour des événements du forum Génération Égalité au Mexique.

- ◆ En Inde, les participants à la formation PGD d'une organisation de défense des droits des LGBTIQ ont collecté leurs propres données pour plaider en faveur de la réduction des obstacles auxquels sont confrontées les personnes transgenres pour pouvoir bénéficier de kits alimentaires.

- ◆ Un autre participant à la formation PGD en Inde a plaidé avec succès en faveur d'un renforcement des inscriptions et de l'accès aux services de santé pour les groupes marginalisés tels que les Dalits et les migrants, qui avaient auparavant été négligés par le Programme national de santé des adolescents.

3

Les réseaux créés pendant les ateliers PGD poursuivent leurs activités longtemps après la fin des ateliers.

- ◆ En Indonésie, un réseau d'anciens participants aux ateliers PGD a collecté des données sur l'augmentation du nombre de mariages d'enfants pendant la période de la COVID-19, qui a servi de base à leur plaidoyer en faveur d'une réponse sensible au genre dans le cadre de la pandémie.

- ◆ Au Kenya, 60 anciens participants à l'atelier PGD ont utilisé leurs compétences pour collecter des données sur la violence à l'égard des femmes pendant la pandémie de COVID-19.

- ◆ Au Sénégal, un groupe de 20 anciens participants à la formation PGD a formé un comité PGD chargé de mettre en œuvre l'apprentissage sur le PGD, de le diffuser auprès de leurs propres organisations et d'utiliser l'Indice pour mener des actions de plaidoyer au niveau national et assurer le suivi des engagements du Forum Génération Égalité au Sénégal. Ce groupe a également incité la communauté et les médias nationaux à partager les données de l'Indice.

- ◆ Au Kenya et au Burkina Faso, des groupes de travail multipartites, réunissant des organisations de défense des droits des femmes et des représentants du gouvernement, ont

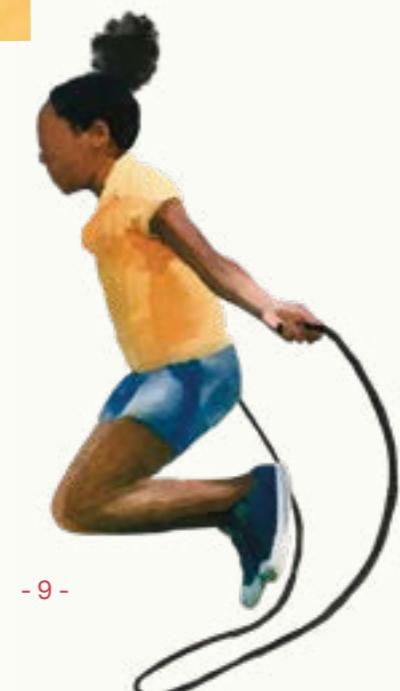
été formés après les ateliers PGD et encadrés par les partenaires EM2030 pour s'attaquer aux obstacles à l'éducation des filles.

4

Les participants aux ateliers PGD ont exercé des rôles de leadership dans leurs communautés.

- ◆ Au Kenya, Pacifica Lucy Ongecha, coordinatrice de GROOTS Kenya chargée de la violence basée sur le genre et ancienne élève de la formation PGD, a été nommée pour représenter les groupes minoritaires à l'Assemblée du comté de Kiambu.

- ◆ Cinq défenseurs et défenseures de GROOTS Kenya ont été choisis pour siéger dans des groupes de travail au niveau du comté et au niveau national, dans le cadre de la Coalition d'action contre la violence basée sur le genre du forum Génération Égalité, codirigée par le Kenya, en s'appuyant sur leurs fonctions pour s'assurer que la police, les agents de santé et les officiers de justice, ainsi que les gouvernements des comtés engagent



des ressources supplémentaires pour lutter contre la violence basée sur le genre.

- ◆ En Colombie, au moins 10 femmes ayant suivi la formation PGD ont été nommées à des postes au niveau départemental ou municipal et trois jeunes femmes issues de communautés autochtones ont obtenu des postes au sein du Conseil de la jeunesse de leur municipalité, ce qui les a aidées à plaider sur les questions relatives à l'Agenda 2030 et ses liens avec l'accord de paix colombien.

Les partenaires ont été mieux à même d'établir des liens entre leur plaidoyer et les réseaux, plateformes et agendas régionaux et mondiaux.

5

- ◆ L'institut Kapal Perempuan (Indonésie) a été invité à rejoindre le groupe de travail sur l'égalité de genre et le handicap du Forum C20, un groupe mondial d'organisations de la société civile visant à influencer le G20. Kapal a joué un rôle clé dans l'intervention du C20 lors du sommet du G20 à Bali, au cours duquel l'organisation a utilisé l'Indice du genre dans les ODD pour garantir le traitement prioritaire de l'égalité de genre dans les recommandations.

- ◆ Soutenue par le partenariat EM2030, la Ruta (Colombie) a joué un rôle clé en

insistant sur les liens entre l'accord de paix colombien et les ODD. Ces efforts ont permis de renforcer les arguments en faveur de l'égalité de genre en tant que priorité dans le cadre du processus de paix et ont permis à la Ruta de nouer des alliances avec des mouvements féministes mondiaux.

- ◆ Le FAWE Kenya et l'IPBF, des partenaires avec lesquels nous avons travaillé dans le cadre d'un programme spécifique, ont été invités à partager leurs expériences et leurs données relatives à l'éducation lors du Forum mondial des données 2021 de l'ONU.

- ◆ FEMNET (Afrique) a utilisé les données de l'Indice pour fournir des informations dans le cadre de rencontres et de processus, notamment la réunion des ministres des Affaires féminines du Commonwealth (Nairobi, 2019), le discours d'ouverture de la Secrétaire permanente chargée des questions de genre en Zambie et la déclaration de la Commission sur le statut de la femme à la COP27.

- ◆ La directrice exécutive de GROOTS Kenya a été nommée au groupe consultatif de la Banque mondiale sur les données relatives au genre et a été invitée en tant qu'intervenante principale au Forum des Nations Unies sur les données à Berne, et à la Convention sur les impératifs relatifs aux statistiques de genre en Afrique

(Conférence africaine conjointe sur les statistiques de genre) par la CEA, le Fonds africain de développement, le COMESA, ONU Femmes et PARIS21.

6

Il existe une demande non satisfaite pour un apprentissage plus approfondi sur le PGD : 90 % des défenseurs et défenseuses¹ ont déclaré vouloir approfondir leurs connaissances sur le PGD.

- ◆ Les défenseurs et défenseures des droits veulent en particulier en savoir plus sur la manière de communiquer en utilisant des données, sur les données existantes et où les trouver, et sur la manière d'analyser les données. Ils ont également décrit la nécessité de disposer de plus de ressources et de temps du personnel pour travailler sur l'analyse des données et la communication.

En 2021 et 2022, nous avons mis à l'essai la première Bourse de recherche Tableau/Equal Measures 2030 pour les journalistes de données. Cette bourse a consisté à aider 16 journalistes originaires d'Inde et du Kenya à réaliser un examen approfondi des données de l'Indice EM2030, tout en bénéficiant d'une formation sur le logiciel Tableau et d'un accès à celui-ci. Les articles axés sur les données rédigés par les boursiers abordaient des sujets allant de la santé des femmes au changement climatique, en passant par l'égalité de représentation en politique, et ils ont été publiés dans des médias tels que l'Hindu Times et The Third Pole.



«Cette bourse m'a semblé une excellente occasion d'élargir mes connaissances en journalisme de données ainsi que d'acquérir de nouvelles compétences susceptibles de m'aider à transformer des vies grâce à des articles basés sur des faits.»

Viola Kosome, Boursière du programme Journalisme de données Tableau 2021, originaire du Kenya

Nous aidons les défenseurs et défenseuses à utiliser efficacement les données pour influencer les décideurs et décideuses et les responsabiliser quant à la réalisation de l'égalité de genre.

1 Conformément à notre théorie du changement, les partenaires d'EM2030 ont contribué à obtenir des changements tangibles dans les politiques, les lois et les budgets en faveur de l'égalité de genre.

- ◆ L'institut KAPAL Perempuan (Indonésie) a discuté avec des décideurs et décideuses politiques de trois provinces pour veiller à la mise en œuvre de la loi sur le mariage de 2019 au niveau local, en utilisant les données des outils EM2030 et ses propres recherches.

Cela a abouti à de nouvelles réglementations au niveau des villages pour prévenir le mariage des enfants dans 139 villages de Lombok Est.

- ◆ Le plaidoyer de la Ruta (Colombie) et le dialogue avec d'autres organisations dans le département de Chocó ont permis de presque doubler le budget consacré aux femmes et aux questions de genre au niveau municipal et départemental pour la période 2018-2022.

Dans le département de Candelaria, dans la région du Valle del Cauca, la Ruta a réalisé une évaluation de l'accès des femmes aux services essentiels afin de travailler avec les décideurs et décideuses politiques locaux, qui ont ensuite créé la première politique publique financée du département sur les femmes et le genre.

- ◆ ASOGEN (Guatemala) a lutté contre les coupes budgétaires dans le réseau national de refuges pour les victimes de violences basées sur le genre (CAIMUS). L'organisation a présenté aux décideurs et décideuses politiques des données sur la violence basée sur le genre au Guatemala. En décembre 2021, le gouvernement a pris de nouveaux engagements dans le budget national afin que le CAIMUS continue d'apporter ses services aux filles et aux femmes dans tout le pays.

- ◆ GROOTS Kenya a utilisé son tableau de bord au niveau du comté (qui s'appuie sur l'Indice du genre dans les ODD et s'inspire des données du recensement de la population et des logements au Kenya) pour influencer directement les politiques et les factures énergétiques dans les comtés de Kiambu et Kilifi.

Le comté de Kitui a demandé qu'un représentant d'une organisation locale de plaidoyer guidé par les données participe aux réunions de comté dans le cadre de l'élaboration de son plan directeur en matière d'énergie à l'aide des données du tableau de bord. Grâce à ses capacités en matière de plaidoyer guidé par les données, GROOTS Kenya a aidé le comté de Tana River à organiser l'atelier sur les données du CIDP, au cours duquel le comté a compilé toutes les données disponibles pour les utiliser dans la formulation en cours du CIDP 2022-2027.

- ◆ RSJ (Sénégal) a obtenu l'engagement du maire de Derklé de fournir des produits d'hygiène menstruelle aux filles et aux jeunes femmes de la municipalité.

RSJ a également réuni des acteurs communautaires, des organisations du secteur privé, des maires et des conseillers municipaux pour lancer deux projets sur la gestion de

l'hygiène menstruelle et la prévention des grossesses précoces, financés conjointement par les mairies et les entreprises locales.

2 Nos partenaires signalent que, grâce à leur PGD, les décideurs et décideuses politiques font de plus en plus appel à leurs messages, leurs données, leurs compétences et leur expérience.

- ◆ Lors d'une grève nationale en 2021, l'ancien président colombien Santos a repris le message de la Ruta selon lequel l'accord de paix colombien et les ODD doivent être considérés comme étroitement liés et se renforçant mutuellement.

- ◆ ASOGEN (Guatemala) a collaboré avec l'administration du président américain Biden pour prévenir la corruption en Amérique centrale, en présentant ses données qui mettent en évidence les liens entre la corruption et la violence basée sur le genre et en fournissant des conseils pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie.

- ◆ S'appuyant sur le processus du forum Génération Égalité et une fiche d'information utilisant les données de l'Indice, RSJ (Sénégal) a mis en place un partenariat solide avec la Direction de l'équité et de l'égalité de genre du ministère de la Femme, qui s'est engagée à utiliser les données de la fiche d'information dans son travail.

- ◆ SAHAJ (Inde) a été invité à travailler aux côtés d'EM2030 pour donner des conseils sur le développement de l'Indice du genre dans les ODD pour l'Inde, dirigé par Niti Aayog (l'agence gouvernementale responsable de la mise en œuvre des ODD), notamment la sélection des indicateurs les plus pertinents et utiles pour le contexte indien.

- ◆ KAPAL Perempuan (Indonésie) est devenu un conseiller de confiance du ministère de l'Autonomisation des femmes et de la Protection de l'enfance, du ministère de la Planification du développement national et du Secrétariat des ODD. L'institut a également été récemment invité à participer à la rédaction du Plan d'action national pour les ODD et de l'Examen national volontaire des progrès accomplis en matière d'ODD en Indonésie, et a mené le plaidoyer en faveur du lancement du réseau de défenseurs et défenseures des femmes pour les victimes de violences sexuelles.

3 Nous œuvrons en faveur d'une production de données plus étoffées et de meilleure qualité sur le genre.

- ◆ En tant que membre du Comité inter-agences sur les statistiques de genre au Kenya, GROOTS Kenya a engagé une collaboration stratégique avec le Bureau national des statistiques du Kenya pour influencer l'élaboration de son Indice sur l'autonomisation des femmes, des Profils de pauvreté des comtés et du Plan statistique sectoriel sur le genre, autant d'occasions de transformer la production de statistiques de genre au Kenya. Cette relation a également permis à GROOTS de plaider avec succès en faveur du développement de directives et de critères de qualité sur l'utilisation des données générées par les citoyens et de fournir un soutien technique à cet égard. Au travers de cette collaboration, l'organisation a mis en lumière des données sur la crise du système de soins, ce qui a conduit à l'élaboration de la première enquête sur les budgets-temps dans le pays pour mesurer le travail de soins non rémunéré des femmes.

◆ La Ruta (Colombie) a mis en place des échanges réguliers avec le département national des statistiques et le département national de la planification (DNP). En 2020, le DNP et la Ruta ont travaillé ensemble au développement d'un outil national de suivi et d'information des citoyens sur la mise en œuvre de l'accord de paix.

◆ En Inde, Sahaj s'est engagé dans une série de dialogues en cours avec le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur la relation entre la société civile et l'OMS et le rôle des données sur le genre dans l'élaboration des politiques de santé.

«GROOTS a été pour nous un allié précieux qui a aidé mes services à identifier les lacunes en matière d'égalité de genre dans le comté, notamment en ce qui concerne les achats de terres, les effets du changement climatique sur les femmes, l'utilisation d'énergies propres (un enjeu qui affecte principalement les femmes) et le leadership des femmes. L'organisation a également joué un rôle clé dans le renforcement de la cohésion entre les différentes communautés puisque ses activités sont déployées dans le pays et le comté.»

Responsable politique ayant répondu à une enquête, Kenya, 2020.



«La Ruta Pacifica nous a fourni des informations précieuses et actualisées qui nous ont permis de comprendre le contexte de la condition des femmes dans le pays et de disposer d'éléments clés pour les recommandations du rapport final de la Commission Vérité.»

Responsable politique ayant répondu à l'enquête, Colombie, 2020

Plaidoyer guidé par les données (PGD) en pratique

Sénégal Partenaire: Réseau Siggil Jigéen (RSJ)



Le Réseau Siggil Jigéen (RSJ) vise à promouvoir et protéger les droits des femmes au Sénégal, en travaillant principalement, à travers son réseau de 16 organisations membres, sur la santé sexuelle et reproductive, le leadership des jeunes, l'alphabétisation et la microfinance.

Le parcours du RSJ jusqu'à devenir un champion du PGD

Avec le soutien d'EM2030, et grâce à une approche de plaidoyer guidée par les données auprès des autorités locales et des entreprises du secteur privé, le RSJ a encouragé la mobilisation des ressources, ce qui a permis d'augmenter le financement destiné à la santé reproductive dans trois communes du Sénégal.

Au travers de son Comité PGD, composé de 20 anciens participants à la formation PGD issus d'un large

éventail de groupes de la société civile au Sénégal, le RSJ encourage l'utilisation des données dans le travail et les efforts de plaidoyer des décideurs et décideuses politiques, de la société civile et des médias sénégalais.

Le RSJ a soutenu des campagnes en ligne qui ont touché plus de 50 000 personnes et mobilisé les décideurs et décideuses politiques tout au long du processus du forum Génération Égalité, une initiative visant à accélérer l'investissement et la mise en œuvre de l'égalité de genre lancée par ONU Femmes.

Grâce à ces efforts, RSJ a été invité par la Direction de l'équité et de l'égalité de genre du ministère de la Femme du Sénégal à contribuer à l'élaboration du plan d'action et à la mise en œuvre des recommandations issues du forum Génération Égalité.



KAPAL Perempuan vise à construire un mouvement de femmes solide pour promouvoir l'égalité de genre en développant un réseau d'activistes sociaux et de femmes leaders.

Mettre fin au mariage des enfants

KAPAL Perempuan travaille depuis longtemps avec des réseaux de groupes de femmes pour recueillir des données relatives à l'égalité de genre.

Avec le soutien d'EM2030, KAPAL Perempuan a concentré ses efforts sur le relèvement de l'âge légal du mariage pour les filles, en menant des campagnes au niveau local pour influencer les décideurs et décideuses et en s'engageant directement auprès des responsables politiques du gouvernement national muni de données qualitatives et quantitatives permettant de raconter les histoires de jeunes victimes de mariages d'enfants.

En réponse au plaidoyer collectif de KAPAL et de ses partenaires, le parlement indonésien a voté à une écrasante majorité pour faire passer l'âge légal du mariage des filles de 16 à 19 ans (pour l'aligner sur l'âge légal du mariage des garçons). C'est là une énorme victoire juridique pour les adolescentes, qui leur permet de poursuivre leurs études secondaires, par exemple, et d'avoir un plus grand contrôle sur leur vie.

«Les données sont au cœur de la lutte», explique Misiyah, directrice de KAPAL Perempuan. «Sans données, nous nous retrouvons dans une polémique stérile. Mais lorsque nous disposons de données solides sur les questions de genre, qu'elles soient quantitatives ou qualitatives, nous pouvons les utiliser comme un outil pour pousser le gouvernement à accorder sa protection aux femmes.»



L'Asociación Generando Equidad, Liderazgo y Oportunidades (ASOGEN) est une association de femmes au Guatemala qui utilise une approche basée sur le féminisme et les droits humains pour mettre en lumière la violence à l'égard des femmes et y mettre fin.

Lutter contre la violence à l'égard des femmes par le biais du PGD

L'ASOGEN a rejoint l'initiative EM2030 en 2020. Avec le soutien d'EM2030, l'ASOGEN a formé plus de 100 défenseurs et défenseures locaux du genre à l'accès et à l'utilisation des données pour renforcer leur travail sur l'élimination de la violence et la réalisation de l'égalité de genre conformément aux ODD.

L'ASOGEN combine un travail local avec les victimes de violence et le secteur de la justice dans le département de Chimaltenango avec un plaidoyer au niveau national et mondial. L'organisation a utilisé

des données pour influencer les lois nationales sur le féminicide et lutter pour augmenter les budgets du réseau national de centres d'accueil pour protéger les femmes et les filles contre la violence basée sur le genre. Au niveau local, l'ASOGEN dirige la table ronde sur la sécurité à Chimaltenango, un groupe qui réunit les parties prenantes du secteur de la justice pour prévenir et répondre aux cas de violence basée sur le genre. L'ASOGEN s'est forgé une réputation de source de données fiable et a reçu de multiples demandes de données et de formation PGD de la part de ces institutions.

«Tout est lié, nous ne pouvons pas travailler au niveau individuel et local sans travailler également au niveau national. Nous avons de grandes ambitions [...] nous voulons changer l'ensemble du discours sur la violence à l'égard des femmes. Pour ce faire, nous avons besoin de données factuelles sur la situation actuelle afin que les gens puissent voir et comprendre l'ampleur des problèmes.»

Alva Gordillo Aguirre, directrice adjointe de l'ASOGEN

Colombie Partenaire: la Ruta Pacífica de las Mujeres

La Ruta Pacífica de las Mujeres est une organisation pacifiste et féministe qui travaille avec plus de 300 organisations de femmes pour promouvoir une vision féministe de la paix et de la résistance civile non violente pour l'égalité de genre.

Le parcours de la Ruta jusqu'à devenir un promoteur du PGD

La Ruta s'était historiquement appuyée sur des éléments factuels qualitatifs pour raconter les histoires de l'impact du conflit sur les femmes et les filles en Colombie. En partenariat avec EM2030 depuis 2017, la Ruta s'est efforcée d'étendre son utilisation des données quantitatives en complément des données qualitatives. La Ruta intègre désormais des données et des éléments factuels (y compris l'Indice d'EM2030) dans chaque aspect de son travail de plaidoyer, des processus budgétaires locaux à l'élaboration des politiques nationales.

Aujourd'hui, la Ruta est l'un des principaux acteurs en Colombie travaillant sur les liens étroits entre l'accord de paix colombien et les ODD, et elle poursuit son plaidoyer sur ces engagements en parallèle.



Ce PGD a aidé l'organisation à établir des liens entre son travail au niveau national et les plateformes et programmes de plaidoyer régionaux et mondiaux, ce qui lui a permis de diffuser plus largement ses messages et de renforcer la confiance et la crédibilité dont elle bénéficie dans le pays.

Entre 2018 et 2022, la Ruta a élaboré un ensemble de quatre rapports infographiques annuels qui, en s'appuyant sur l'indice EM2030, présentent des données nationales complémentaires sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements en matière de genre de l'Accord de paix colombien et des ODD. Les rapports de la Ruta ont été directement diffusés auprès d'au moins 400 décideurs et décideuses politiques.

Le coordinateur régional de la Ruta dans la région de Quindío a déclaré :
«Grâce au projet Equal Measures 2030, nous avons renforcé nos compétences en matière de plaidoyer guidé par les données. Il nous a aidés à comprendre l'importance des données et des éléments factuels pour demander des comptes sur les droits des femmes, à ne pas lire les données uniquement comme des chiffres mais comme un outil politique.»

Inde Partenaire: Society for Health Alternatives (SAHAJ)

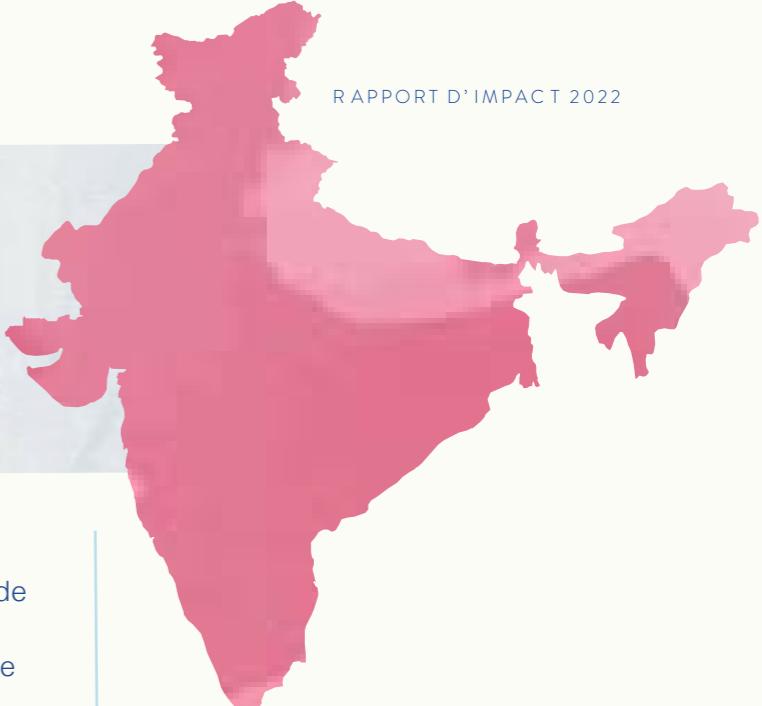
SAHAJ (Society for Health Alternatives) est une organisation de la société civile (OSC) axée sur la promotion de la redevabilité sociale dans la santé et l'éducation des femmes, des adolescents et des enfants.

Influencer les futurs décideurs et décideuses politiques de l'Inde

SAHAJ est depuis longtemps un organisme de défense et un acteur du plaidoyer fondé sur les éléments factuels, sur la défense des droits à la santé et à l'éducation, en particulier pour les groupes marginalisés en Inde. Depuis 2017, son partenariat avec EM2030 s'est appuyé sur cet héritage, ce qui a permis à SAHAJ d'établir des liens plus forts entre son travail et les engagements du cadre des ODD aux niveaux national et mondial.

SAHAJ a fait des progrès considérables en faisant connaître et en adaptant au niveau local les ODD et les engagements associés en matière de genre, en formant les réseaux d'OSC locales et les fonctionnaires au niveau national et infranational.

Une grande organisation universitaire de formation et d'évaluation des futurs fonctionnaires en Inde a créé une vidéo pédagogique utilisant les



ressources de SAHAJ pour enseigner à ces futurs décideurs et décideuses l'importance des ODD et de l'égalité de genre. Ce contenu a combiné plus de 250 000.

SAHAJ a utilisé le cadrage des ODD pour des ensembles de données infranationales afin de créer des tableaux de bord sur des questions clés de santé et d'éducation dans trois États de l'Inde. Aux côtés de défenseurs et défenseuses formés à l'utilisation des données, elle utilise ces tableaux de bord pour influencer les décideurs et décideuses politiques locaux et au niveau de chaque État sur les lacunes actuelles dans la réalisation des droits des filles et des femmes.

En tant qu'acteur clé de la mesure des dimensions de genre des ODD, SAHAJ a contribué aux efforts de NITI Aayog (l'agence gouvernementale responsable de la mise en œuvre des ODD) pour créer un nouvel Indice national du genre dans les ODD pour l'Inde. Elle a également fourni des données sur les lacunes en matière d'accès à la planification familiale, qui ont été utilisées par le Feminist Policy Collective dans son plaidoyer sur le budget de l'Union 2021-2022 pour l'Inde.

Kenya

Partenaire : GROOTS Kenya

Partenaire EM2030 depuis 2017, GROOTS Kenya est une organisation nationale de création de mouvements, composée de plus de 3 500 organisations locales dirigées par des femmes. Depuis plus de 27 ans, GROOTS Kenya forme des défenseurs et défenseures locaux à l'utilisation des données et des éléments factuels pour demander des comptes aux autorités.

GROOTSmart - le tableau de bord des données sur le genre

GROOTS Kenya est reconnu au niveau national et mondial comme un expert respecté en matière de données de genre. GROOTSmart, son tableau de bord des données de genre, est un outil de visualisation en ligne des données de genre au Kenya, largement utilisé par les défenseurs et défenseures locaux et les décideurs et décideuses au niveau du comté pour guider les politiques et les budgets clés.

Le tableau de bord ventile les questions clés du niveau national au niveau du comté, de la représentation politique des femmes à la planification, et de l'éducation au travail domestique non rémunéré. Cette ressource synthétique est facilement accessible, ce qui permet d'argumenter auprès des décideurs



et décideuses politiques et des autres parties prenantes.

La reconnaissance de ce travail a permis à GROOTS de développer un partenariat étroit avec ONU Femmes et le Bureau national des statistiques du Kenya. GROOTS a exercé une influence stratégique sur le développement de produits statistiques clés, notamment les directives nationales sur l'utilisation des données générées par les citoyens et les citoyennes. L'organisation est également intervenue dans la première enquête au Kenya pour mesurer le travail de soins non rémunéré des femmes.

De plus en plus souvent, GROOTS travaille dans le cadre d'instances régionales et mondiales (par exemple, la COP27), en s'appuyant sur les données de l'indice et les messages de plaidoyer pour promouvoir et faire progresser l'accès des femmes à l'utilisation et au contrôle des ressources productives (terres, financements, technologies) et pour promouvoir l'engagement des femmes au niveau local dans les solutions climatiques et le renforcement de la résilience.

«La crédibilité, l'audience et le profil de l'équipe de projet ont connu une telle envolée que le travail sur les données de GROOTS Kenya est souvent cité en référence, et que le personnel est appelé à former et à soutenir d'autres OSC et professionnels. Grâce à l'initiative EM2030, GROOTS Kenya a été reconnu par le Bureau national des statistiques du Kenya, ONU Femmes, la Banque mondiale, les médias, les OSC et le secteur privé pour son implication dans les données de genre.»

Fridah Gituku, directeur exécutif, GROOTS Kenya

Région Afrique

Partenaire : Le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET)

FEMNET est une organisation non gouvernementale (ONG) associative régionale, panafricaine et féministe, créée en 1988 pour partager des informations, des expériences, des idées et des stratégies entre les ONG de femmes africaines afin de renforcer la capacité de celles-ci à participer efficacement au développement du continent. Cela se fait par le biais du plaidoyer, du renforcement des capacités, de la communication et du travail en réseau.

Utiliser les données pour mobiliser les parties prenantes de la région et du continent

FEMNET est reconnu et respecté en Afrique et dans le monde, en tant que réseau féministe panafricain qui donne de l'ampleur à la voix des femmes africaines et veille à ce que leurs besoins et aspirations soient traités en priorité dans les dialogues et résultats politiques clés.

Les données ont permis de formuler les contributions de FEMNET dans les instances régionales et mondiales.

Ces instances ont notamment été les réunions des ministres de la Condition féminine, les réunions de la campagne GIMAC (Gender is My Agenda Campaign) à l'Union africaine, les réunions des communautés économiques régionales avec l'Union africaine, la Commission de la condition de la femme des Nations Unies en 2022 (CSW66), et la 27e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27). L'organisation a abordé un large éventail de questions, notamment l'égalité de genre, la participation politique des femmes, la justice climatique et la justice économique. Pour contribuer aux discours prononcés par les principaux décideurs et décideuses, FEMNET a utilisé des données ainsi que des demandes et des recommandations formulées par les femmes et les filles africaines elles-mêmes.



Région Amérique latine et Caraïbes

Partenaire : Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de las Mujeres (CLADEM)



En tant que réseau d'environ 200 organisations de femmes et d'activistes présents dans 14 pays, le CLADEM assure la promotion des droits des femmes en assurant le suivi des traités internationaux, en proposant des réformes législatives, en entreprenant des recherches et des formations, et en organisant des actions collectives si nécessaire.

Défendre les droits des femmes à travers la solidarité régionale, les données et le droit

Le CLADEM a travaillé au niveau régional et avec ses alliés dans 14 pays pour combiner les données de l'Indice EM2030 et de Mira que te Miro (un outil de suivi régional des engagements en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs). Le réseau a créé une fiche d'information régionale et 13 fiches d'information nationales, et il les ont utilisées pour influencer des événements et des processus, notamment la Conférence régionale 2020 sur les femmes dans la région Amérique latine et Caraïbes,

la Commission de la condition de la femme des Nations Unies en 2021 (CSW65), le forum Génération Égalité et le Forum Amérique latine et Caraïbes sur le développement durable.

En s'appuyant sur sa campagne de longue date contre les grossesses forcées et en initiant une collaboration avec EM2030, CLADEM et cette dernière ont été en mesure de combiner leur travail d'information habituel axé sur des exemples de cas spécifiques d'accouchements de mères adolescentes avec des données quantitatives globales qui montrent que les naissances chez la tranche d'âge 10-14 ans ont augmenté ces dernières années.

Ceci a permis au CLADEM d'établir des liens plus clairs entre le plaidoyer politique et les données, tout en augmentant sa présence et son rayonnement dans les instances nationales et régionales et auprès des médias.

En 2022, CLADEM et EM2030 ont collaboré à une rencontre en distanciel avec des militants brésiliens avant la récente élection présidentielle. Cette rencontre leur a permis de présenter des données sur le recul du Brésil en matière d'égalité de genre sous l'administration Bolsonaro et des stratégies potentielles qui permettraient au PGD d'inverser cette tendance dans les prochaines années.

Région Asie

Partenaire : Centre de ressources et de recherches pour les femmes de l'Asie-Pacifique (ARROW)



ARROW est une organisation régionale à but non lucratif de défense des droits des femmes, créée en 1993 et dotée d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. ARROW travaille

avec plus de 90 partenaires dans 16 pays prioritaires de la région Asie-Pacifique et s'engage à défendre l'égalité de genre, la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes, notamment en ce qui concerne l'accès aux services, par le biais du plaidoyer, du suivi, de la production d'éléments factuels, de partenariats stratégiques et de la mobilisation des communautés.

Défendre la santé et les droits sexuels et reproductifs

ARROW est bien connue dans la région et dans le monde comme un réseau de premier plan engagé dans le plaidoyer sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Le suivi et la recherche fondée sur des données factuelles pour un meilleur plaidoyer ont été déterminants dans l'approche d'ARROW visant à garantir la redevabilité.

À la suite du partenariat d'ARROW avec EM2030, le réseau a utilisé et intégré les données de l'Indice et les formulations portant sur la demande de données de qualité sur le genre dans des interventions écrites et orales clés lors de la Commission sur le statut de la femme, du Forum politique de haut niveau des Nations Unies et dans des efforts de suivi réguliers autour des ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et 5 (Égalité de genre).

En collaboration avec EM2030, ARROW a conçu une formation au PGD pour les jeunes défenseurs et défenseuses de la région à travers une série de programmes et de partenariats soutenus par ARROW.

Comment nous sommes financés et organisés

Equal Measures 2030 est un projet parrainé par Panorama Global, qui est une organisation de parrainage fiscal à but non lucratif dotée du statut 501c3 et basée à Seattle aux États-Unis. Dans le cadre de cet arrangement, Panorama Global assure la supervision et la responsabilité juridiques et fiduciaires du travail d'Equal Measures 2030, tandis que le secrétariat d'Equal Measures 2030 dirige la stratégie, la mise en œuvre du programme et la gestion quotidienne du travail.

Equal Measures 2030 est un partenariat mondial d'organisations nationales, régionales et mondiales. Il est géré par un Secrétariat mondial qui travaille entièrement en distanciel, dont le personnel est réparti dans le monde entier. Notre Conseil de partenariat conseille et soutient notre travail.

Notre Conseil de partenariat actuel est composé de : l'Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (ARROW), la fondation Bill et Melinda Gates, le Comité d'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits des femmes (CLADEM), Data2X, le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET), ONE Campaign, Plan International, Salesforce et Women Deliver.

Les organisations partenaires nationales avec lesquelles nous travaillons actuellement sont : Asociación Generando Equidad, Liderazgo y Oportunidades (ASOGEN), GROOTS Kenya, KAPAL Perempuan, la RUTA Pacífica de las Mujeres, Réseau Siggil Jigén (RSJ) et Society for Health Alternatives (SAHAJ).

Nous remercions chaleureusement les bailleurs de fonds actuels pour leur soutien et leur collaboration : la Fondation Bill et Melinda Gates, Salesforce, le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (via le consortium She Leads dirigé par Plan International), la Fondation CHANEL et la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC).



« Pendant des années, Equal Measures 2030 a tiré la sonnette d'alarme sur la lenteur et la fragilité des progrès vers l'égalité de genre. En même temps, leur modèle de partenariat offre un puissant exemple de collaboration capable de créer un réel changement. Alors que nous naviguons entre crises mondiales et austérité budgétaire, il est plus important que jamais de s'intéresser aux exemples de réussite - des histoires de défenseurs et défenseuses qui utilisent des données pour responsabiliser leurs pouvoirs publics afin que toutes les filles et les femmes disposent du même pouvoir et des mêmes chances. »

Dr Anita Zaidi, présidente, Égalité de genre, Fondation Bill et Melinda Gates Foundation

« Nous devons accélérer les progrès vers la réalisation de l'égalité de genre et des Objectifs de développement durable. Les organisations locales œuvrant pour les droits des femmes sont toujours confrontées à un manque de ressources et de capacités pour entreprendre un plaidoyer guidé par les données. Le travail d'Equal Measures 2030 a montré que lorsque les défenseurs et défenseures disposent de données et d'éléments factuels et qu'ils ont les compétences pour les utiliser efficacement, ils peuvent mieux influencer les décideurs et décideuses afin d'avoir un plus grand impact pour les femmes et les filles dans le monde. »

Valérie Meunier, directrice générale, Fondation CHANEL Royaume-Uni

Synthèse financière Janvier 2022 à Décembre 2022

RECETTES

Fondation Bill et Melinda Gates	2 036 642 USD
Plan International Pays-Bas (programme She Leads)	280 000 USD
Fondation CHANEL	500 000 USD
Salesforce	200 000 USD
Direction suisse du développement et de la coopération (DDC)	555 000 USD
Total des recettes	3 571 642 USD

Dépenses prévues

Personnel	1 055 529 USD
Coûts des activités du programme	735 042 USD
Sous-subsidions aux organisations partenaires de défense des droits des femmes	937 629 USD
Suivi, évaluation et apprentissage	45 000 USD
Frais de parrainage fiscal	279 527 USD
Frais de fonctionnement et d'administration	345 363 USD
Total des dépenses prévues	3 398 091 USD
Prévision d'excédent (provisions)	173 551 USD

L'AVENIR d'Equal Measures 2030

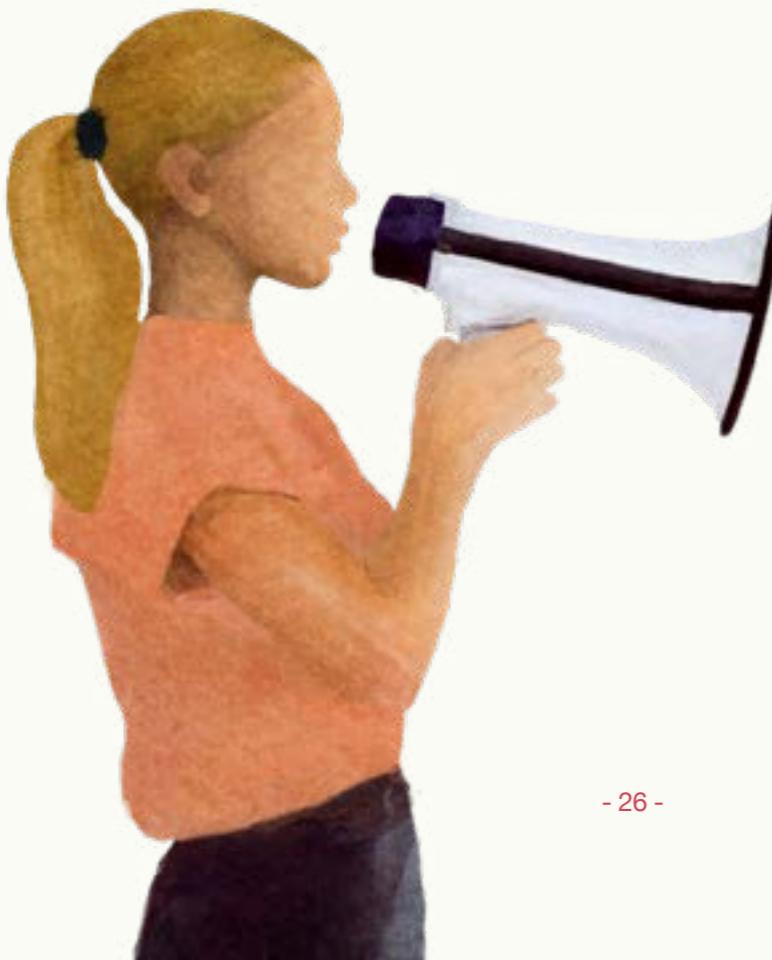
Notre stratégie pour 2020-2025 est fondée sur la conviction que les données sont à même de révéler les inégalités de genre et les injustices, de stimuler le changement et de promouvoir la redevabilité.

De 2020 à 2025, en travaillant avec les femmes et les filles et par l'intermédiaire des organisations et des mouvements féministes, EM2030 va catalyser le changement grâce au PGD en visant à responsabiliser les

gouvernements et les décideurs et décideuses politiques.

D'ici 2025, l'EM2030 sera un leader dans la promotion de l'utilisation des données par les défenseurs et défenseures pour suivre les progrès et responsabiliser les pouvoirs publics par rapport aux engagements en matière d'égalité de genre à travers les ODD.

Au cours de cette période stratégique, nous souhaitons établir des partenariats et contribuer au financement d'organisations et de mouvements féministes dans au moins cinq régions et 15 pays (dont au moins un pays à revenu élevé).



- 26 -

Les trois objectifs stratégiques d'EM2030

D'ici 2025, nous aurons :

- 01** Élaboré et diffusé des données, visualisations, analyses et outils fondés sur les données (et sur notre Indice du genre dans les ODD) pour répondre à la demande et suivre les progrès, et responsabiliser les pouvoirs publics.
- 02** Travaillé avec l'ensemble de nos partenaires en collaboration avec les organisations et mouvements féministes, afin de renforcer leur capacité à utiliser les données à l'appui du plaidoyer et de partager notre expertise dans ce domaine (PGD).
- 03** Utilisé la force collective de notre partenariat pour accroître les financements allant aux organisations féministes et faire de l'égalité de genre une priorité dans l'agenda politique à tous les niveaux.



Nous allons travailler en faveur de l'égalité de genre :

En générant et en diffusant des données, des analyses et des outils

- ◆ Nous gérons et améliorons l'Indice du genre dans les ODD afin de suivre avec attention les progrès en matière d'égalité de genre en lien avec l'ensemble des ODD.
- ◆ Nous mettons au point des approches et des outils novateurs d'analyse des données sur les principales questions thématiques liées à l'Indice.
- ◆ Nous promouvons l'utilisation de l'Indice du genre dans les ODD et de nos autres outils et données auprès des défenseurs et défenseures et des leaders dans divers secteurs.
- ◆ Nous permettons aux défenseurs et défenseures de l'égalité de genre d'accéder à des données produites ailleurs ou provenant d'autres sources.

En renforçant les capacités en matière de plaidoyer guidé par les données

- ◆ Nous soutenons l'acquisition de connaissances et l'apprentissage en matière de données des défenseurs et défenseures de l'égalité de genre, le renforcement de leurs compétences, le but étant de former une communauté d'experts dans ce domaine.

- 27 -

◆ Nous offrons des conseils techniques aux partenaires pour qu'ils soient en mesure de créer leurs propres outils et de suivre et visualiser les données sexospécifiques aux niveaux national et local.

En menant des actions de plaidoyer en partenariat

◆ Nous établissons des partenariats durables avec des organisations et des mouvements féministes et nous contribuons à leur financement afin de soutenir leurs activités de PGD en faveur de l'égalité de genre aux niveaux local et national.

◆ Nous nous appuyons sur des plates-formes mondiales et régionales de plaidoyer, de communication et des forums pour amplifier et soutenir les efforts de nos partenaires nationaux.

◆ Nous utilisons la voix collective portée par notre partenariat pour mobiliser le soutien à l'égalité de genre de la part des dirigeants gouvernementaux et d'autres parties prenantes.





EQUAL
MEASURES
2030